

Boycott de la réunion commune des Conseils Scientifiques INRA et IRSTEA

Déclaration des élus au Conseil Scientifique sur la liste « Pour une Recherche Agronomique 100% publique indépendante et au service de tous les citoyens », soutenue par la CGT-INRA :

Mercredi 19 septembre 2018.

Aujourd'hui, à l'ordre du jour du conseil scientifique de l'INRA, nous devons avoir une discussion autour du rapport sur l'organisation scientifique de l'institut issu de la fusion INRA-IRSTEA, réalisé par le comité opérationnel de la fusion sur la seule dimension scientifique.

On peut toujours trouver des raisons scientifiques pour réaliser cette fusion, tout comme nous pourrions en trouver pour envisager une fusion avec l'IRD, l'IFREMER, l'INRIA, ou encore des instituts du CNRS. Sans compter le cas du CIRAD...

Une fusion avec augmentation des budgets, augmentation des effectifs, retour à un financement récurrent, abandon ou au moins très forte diminution de la part du financement sur projets, voilà ce qui serait un contexte favorable, qui permettrait de réfléchir ensemble à une construction à la hauteur des ambitions.

Mais dans un contexte très défavorable dans lequel le personnel n'a pas été associé aux réflexions, nous avons décidé de ne pas siéger à cette réunion commune des Conseils Scientifiques afin de dénoncer cette fusion, la façon dont elle est menée, et les conséquences qu'elle aurait pour les personnels des deux instituts de recherche si le processus était mené à son terme. Par notre démarche, nous souhaitons alerter les personnels tant sur la méthode employée que sur les risques encourus pour nos statuts et nos recherches.

Nous ne devons pas dissocier les moyens des fins

Le gouvernement a annoncé vouloir procéder à une grande restructuration de la Fonction Publique, incluant suppression de 120 000 postes, abandons de missions publiques au profit du privé, vaste plan de départs « volontaires » pour les agents dont les services seraient restructurés, fin de notre système de retraites et amplification du recours aux précaires. Ces orientations menacent nos missions de services publics, déjà affaiblies par des années d'austérité. C'est dans ce contexte que nos Ministres ont exigé la création d'un nouvel Institut à marche forcée, fusionnant les 2 EPST INRA et IRSTEA à l'horizon du 1^{er} Janvier 2020 ! A terme, cette fusion vise surtout à diminuer encore plus les budgets alloués à nos instituts, alors même que les enjeux agronomiques et écologiques n'ont jamais été aussi prégnants. Seuls les naïfs peuvent être convaincus du contraire.

Par conséquent, émettre d'abord un avis scientifique sur un projet qui a surtout un objectif administratif et budgétaire est inadapté. Nous pouvons toujours trouver des raisons scientifiques de fusionner ces deux instituts et débattre du meilleur mécano de fusion des départements. Mais **si nous dissociions ces discussions d'une vision d'ensemble sur les conséquences organisationnelles, nous mentons aux agents. En tant qu'élus, nous ne voulons pas prendre le risque qu'au nom d'hypothétiques enjeux scientifiques, les personnels doivent à terme changer d'affectation, d'orientations scientifiques, de départements, voire perdent certaines de leurs primes ou certains de leurs droits.**

Alerter largement sur les menaces plus que débattre en cercle restreint

Il y aurait beaucoup à dire scientifiquement sur la création de 7 nouveaux départements dans le nouvel institut et sur les changements d'orientations scientifiques à la fois pour les personnels INRA et IRSTEA.

Mais par notre boycott de cette discussion, nous souhaitons alerter **TOUS** les agents sur 8 points :

1. Ils seront tous et toutes touchés par cette fusion.
2. Cette fusion dans l'urgence et à marche forcée est intenable et aboutira inévitablement à des « bugs » de gestion, qui alourdiront encore le travail des personnels administratifs.
3. Cette fusion s'organise sans dialogue, sans démocratie scientifique et dans une opacité inacceptable.
4. La fusion de deux EPSTs en difficulté budgétaire dans un contexte d'austérité se traduira par encore moins d'argent pour les départements et les unités.
5. La remise à plat des règles dans les deux instituts sera l'occasion d'aligner nos statuts respectifs par le bas (prime, évaluation...). Faisons confiance à des tutelles qui gèlent notre point d'indice pour faire en sorte que cela aille dans ce sens.
6. Les unités expérimentales déjà déstabilisées par le processus de labélisation seront encore plus fragilisées dans le nouvel institut.
7. La place de certaines disciplines comme l'écologie des milieux aquatiques, les mathématiques, l'alimentation humaine ou la sociologie est aussi menacée.
8. Bien que les textes affirment ne pas vouloir toucher au périmètre des unités au moment de la fusion, il est à plusieurs reprises proposé de rattacher certaines équipes voire certaines personnes à un département différent de leur unité, suggérant que les remaniements ne sont que partie remise.

Rien n'oblige de se conformer au calendrier ministériel de fusion à marche forcée. Il est beaucoup plus urgent d'organiser une vraie discussion parmi tous les personnels sur les conséquences réelles que pourrait avoir une telle fusion, aussi bien sur la continuité et le développement de nos recherches que sur les conditions de travail et les garanties sociales des agents. **Dans ces conditions, les élus au conseil scientifique sur une plateforme CGT exigent un moratoire sur cette fusion.**